

Mardi 28 une journée cruciale

Le SNESUP, avec et dans la FSU, appelle tous les syndiqués tous les enseignants du supérieur à franchir un nouveau seuil de mobilisation pour combattre la précarité, obtenir le retrait du CPE et l'ouverture de négociations. Il est dans toutes les initiatives pour maintenir et élargir l'exceptionnelle unité syndicale, intergénérationnelle et l'unité avec les organisations d'étudiants et de lycéens.

Tous en grève mardi 28 - Appel des 12 organisations –vendredi 24 mars- ‘extraits’

« Conscientes de la gravité de la situation dans laquelle le pays est plongé à cause de l'obstination du Premier Ministre, elles rappellent qu'une sortie de crise doit passer par le retrait du CPE. [...]

Les organisations syndicales s'adressent encore une fois solennellement au gouvernement pour qu'il réponde à notre demande de retrait du CPE.

Elles ne tomberont pas dans le piège de la rupture du front syndical construit contre le CPE. [...]

L'intersyndicale réaffirme que le dénouement de la crise actuelle passe par l'écoute de la part du gouvernement des douze organisations syndicales engagées contre le CPE depuis deux mois. [...]

Elles considèrent que plus que jamais l'amplification de la mobilisation est décisive pour obtenir le retrait du CPE. [...]

Après le succès de la mobilisation du 23 mars dernier qui démontre la mobilisation de la jeunesse, l'ensemble des organisations syndicales appelle le 28 mars à une puissante journée d'action interprofessionnelle avec arrêts de travail, grèves et manifestations".

Le gouvernement manœuvre et provoque : il est en difficulté.

A ce jour, Villepin et Chirac confirment le CPE et leur refus de discussions au fond avec les organisations représentatives. Il ne s'agit pas, comme l'ont rappelé les confédérations vendredi et les organisations de jeunes (UNEF, CE, FIDL, UNL) samedi matin, d'aménager un dispositif qui aggrave la précarité. Mais de retirer le CPE et d'ouvrir enfin des négociations sur l'emploi, sur les liens « formation/qualifications/emploi ». Le SNESUP inscrit ses propositions pour l'élévation globale du niveau des qualifications –ce qui passe par des moyens conséquents pour l'enseignement supérieur et la formation continue, pour les étudiants – vers 50% d'une classe d'âge diplômée du supérieur, dans cette perspective.

Adresse aux étudiants : Avec les étudiants le SNESUP lutte pour le retrait du CPE, le soutien de plus de 50 Conseils d'Administration d'universités accroît la force et la légitimité de ce mouvement. Les étudiants en lutte ne doivent pas être pénalisés. Le SNESUP intervient pour que des dispositions d'aménagement du calendrier et des examens universitaires soient prises afin que tous les étudiants aient les meilleures conditions pour réussir leur année universitaire après le succès des actions engagées. Il appelle à intervenir en ce sens dans les établissements. IL conviendra d'élaborer les solutions avec les étudiants ; les CEVU et CA devront jouer leur rôle. Mais ces solutions ne peuvent être les mêmes partout, elles dépendront des formes qu'aura pris le mouvement. Les modalités de rattrapage éventuel peuvent être diverses, la mise en place de formules de soutien est nécessaire...

Contre les provocations : le gouvernement, par son refus de retirer le CPE et d'ouvrir des négociations, entreprend délibérément d'exaspérer la jeunesse. Le recours disproportionné et souvent à contretemps aux forces de police, et l'utilisation des images de violences très marginales (mais inacceptables) relèvent d'une volonté de briser toute forme de contestation sociale. Le SNESUP exige la clarté et une commission d'enquête.

Le gouvernement est pris dans ses contradictions, l'unité et la mobilisation croissante mettent ses orientations en difficulté. Dans les AG, lundi 27, mardi 28 et au-delà se discutent les modalités d'action nécessaires...pour couvrir le champ des possibles, le SNESUP a déposé un préavis de grève jusqu'au 31 mars.